

Actifs et passifs financiers des ménages en Europe

Les réactions à l'incertitude depuis 2000

Statistiques
en bref

ÉCONOMIE ET
FINANCES

THEME 2 – 22/2004

Contenu

Encours d'actifs et de passifs
financiers 1

Opérations sur actifs et passifs
financiers 3

Acquisitions par instrument
financier 4

Composition des stocks par
instrument financier 7

Riccardo Massaro

Au cours du dernier trimestre 2000, un long et constant déclin du cours des actions cotées en bourse s'est amorcé. Ce mouvement a été suivi d'une période d'incertitude prolongée et d'un ralentissement de l'activité économique. Des baisses des taux d'intérêt ont alors tenté de stimuler la demande.

Le présent rapport étudie l'impact de l'évolution générale de l'économie sur les actifs et les engagements financiers des ménages entre 2000 et 2002. Il examine tout d'abord l'évolution du volume des stocks. Il s'attache ensuite à montrer que les acquisitions d'instruments financiers se sont orientées vers des instruments financiers mieux adaptés au nouvel environnement. Il analyse enfin l'incidence globale sur les parts relatives des principaux instruments financiers dans le patrimoine des ménages.

Encours d'actifs et de passifs financiers

L'examen du total des actifs financiers des ménages dans l'UE révèle une diminution d'environ 8 % des stocks entre 2000 (18,958 milliards d'euros) et 2002 (17,462 milliards d'euros). Ce chiffre s'explique à la fois par des dévaluations dans le stock de certains instruments financiers, les actions, notamment, et la poursuite d'acquisitions d'actifs financiers en 2001 et en 2002.¹

La comparaison du stock des actifs financiers des ménages avec le produit intérieur brut courant, nous indique que, pour l'UE, le ratio entre les actifs financiers et le PIB passe de 228 % en 2000 à 197 % en 2002. Pour la zone euro, la baisse est moins importante, de 208 % en 2000 à 187 % en 2002.



¹ Dans le cadre des dispositions du règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil du 25 juin 1996 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 95), Eurostat tient à jour une série de données sur les comptes financiers. Ces données concernent l'ensemble des secteurs institutionnels et des instruments financiers. L'Irlande, la Grèce et le Luxembourg bénéficient d'une dérogation pour la transmission des données sur les comptes financiers jusqu'en 2005. Par conséquent, les valeurs de ces trois pays ne sont pas incluses dans les moyennes de l'UE et de la zone euro mentionnées dans le présent document. Le secteur des ménages inclut les institutions sans but lucratif au service des ménages.

Pays ou zone	Actifs financiers en 2000		Actifs financiers en 2002	
	Stocks (milliards d'euros)	Part du PIB (%)	Stocks (milliards d'euros)	Part du PIB (%)
Belgique	742	299	666	256
Allemagne	3636	179	3731	177
Espagne	1088	178	1131	162
France	3087	217	2888	190
Italie	2773	238	2494	198
Pays-Bas	1204	299	1100	247
Autriche	274	132	288	132
Portugal	224	194	258	199
Finlande	144	111	143	102
Zone euro	13172	208	12698	187
Danemark	299	175	279	152
Suède	416	160	393	154
Royaume-Uni	5071	325	4092	247
UE	18958	228	17462	197
Norvège	159	88	198	98

Tableau 1: Actifs financiers des ménages en 2000 et 2002

Pays ou zone	Passifs financiers en 2000		Passifs financiers en 2002	
	Stocks (milliards d'euros)	Part du PIB (%)	Stocks (milliards d'euros)	Part du PIB (%)
Belgique	107	43	109	42
Allemagne	1495	74	1535	73
Espagne	353	58	446	64
France	659	46	769	51
Italie	352	30	399	32
Pays-Bas	369	92	454	102
Autriche	82	40	89	41
Portugal	91	79	110	85
Finlande	43	33	51	37
Zone euro	3550	56	3962	58
Danemark	187	109	213	116
Suède	131	50	148	58
Royaume-Uni	1188	76	1413	85
UE	5056	61	5736	65
Norvège	111	61	152	75

Tableau 2: Passifs financiers des ménages en 2000 et 2002

L'observation des situations nationales montre que la diminution des actifs financiers des ménages est très importante dans quelques États membres seulement: Royaume-Uni (325 % du PIB en 2000, 247 % en 2002), Pays-Bas (299 % en 2000, 247 % en 2002) et Belgique (299 % en 2000, 256 % en 2002).

D'autre part, le ratio entre le stock des actifs financiers des ménages et le PIB a augmenté au Portugal (de 194 % en 2000 à 199 % en 2002). À l'extérieur de l'UE, cela a également été le cas en Norvège (de 88 % en 2000 à 98 % en 2002). L'Autriche n'a enregistré aucun changement (132 % pour les deux années) et en Allemagne, la diminution a été très limitée (179 % en

2000, 177 % en 2002).

La réduction des actifs financiers s'est accompagnée d'une augmentation généralisée des engagements financiers des ménages dans l'UE (de 61 % du PIB en 2000 à 65 % en 2002), de même que dans la zone euro (de 56 % en 2000 à 58 % en 2002).¹

¹ La détérioration généralisée du patrimoine financier net des ménages peut avoir été compensée, dans certains pays, par une amélioration du patrimoine non financier en raison d'une augmentation du prix des logements.

Pays ou zone	a			b			c = a - b		
	Acquisitions nettes d'actifs financiers			Accroissement net des passifs			Excédent financier		
	2000	2001	2002	2000	2001	2002	2000	2001	2002
Belgique	20	19	25	2	-2	3	18	21	22
Allemagne	117	121	133	41	22	17	75	99	117
Espagne	54	49	63	47	42	53	6	7	10
France	79	142	123	26	81	36	53	61	87
Italie	119	123	97	37	20	32	82	103	64
Pays-Bas	42	42	50	45	39	47	-3	3	3
Autriche	14	11	12	5	4	4	9	7	8
Portugal	15	17	13	13	14	9	1	4	4
Finlande	3	6	5	3	3	5	0	3	0
Zone euro	461	531	522	219	223	207	242	308	315
Danemark	8	12	12	16	16	14	-8	-4	-2
Suède	15	17	23	12	10	11	3	7	12
Royaume-Uni	99	123	148	110	126	171	-11	-3	-23
UE	584	683	704	356	375	402	227	308	302
Norvège	13	12	15	10	12	14	3	0	2

Tableau 3: Excédent ou déficit financier des ménages de 2000 à 2002
(opérations; milliards d'euros)

L'augmentation du stock des engagements financiers a été plus marquée dans certains États membres. Les accroissements les plus importants ont souvent été enregistrés dans les pays ayant connu en 2000 un encours de dette élevé. Le niveau d'endettement a fortement augmenté au Danemark (de 109 % du PIB en 2000 à 116 % en 2002) et aux Pays-Bas (de 92 % en

2000 à 102 % en 2002). Une hausse importante a également été enregistrée au Royaume-Uni (76 % en 2000, 85 % en 2002). D'autre part, le ratio entre les engagements financiers et le PIB a très légèrement diminué en Allemagne, de 74 % en 2000 à 73 % en 2002.

Opérations sur actifs et passifs financiers

En 2001 et 2002, les ménages de l'UE ont acquis des actifs financiers pour des montants plus importants qu'en 2000 (583 milliards d'euros en 2000, 683 milliards d'euros en 2001 et 704 milliards d'euros en 2002). La même tendance a été observée dans la zone euro.

Pour les ménages de l'UE, l'accroissement des passifs financiers a affiché une tendance à la hausse (de 356 milliards d'euros en 2000 à 402 milliards d'euros en 2002). Les engagements financiers ont toutefois légèrement reculé dans la zone euro (de 219 milliards d'euros en 2000 à 207 milliards d'euros en 2002). De manière globale, l'excédent financier du secteur s'est amélioré en 2001 et en 2002 par rapport à 2000, tant dans l'UE que dans la zone euro (voir tableau 3).

L'analyse des données relatives à chaque État membre nous indique un accroissement considérable des acquisitions de passifs financiers par les ménages au Royaume-Uni (de 99 milliards d'euros en 2000 à 148 milliards d'euros en 2002). La France a également connu une très forte augmentation entre 2000 et 2001 (de 79 milliards d'euros à 142 milliards d'euros); en 2002, la tendance s'est infléchie (recul à 123 milliards d'euros). En Italie, les acquisitions se sont

maintenues à des niveaux semblables à ceux de 2000 et 2001 (à environ 120 milliards d'euros), avant de connaître une baisse importante en 2002 (pour arriver à 97 milliards d'euros).

En ce qui concerne l'accroissement net des passifs financiers, dont une large part a été consacrée au financement de logements, nous observons une progression importante et régulière des engagements financiers au Royaume-Uni, de 110 milliards d'euros en 2000 à 171 milliards d'euros en 2002. D'autres États membres ont également enregistré une tendance à la hausse, comme la France (de 26 milliards d'euros en 2000 à 36 milliards d'euros en 2002, avec un pic exceptionnel à 81 milliards d'euros en 2001). Cette évolution contraste avec celle de l'Allemagne, où une forte diminution du nombre net de nouveaux prêts a été observée entre 2000 et 2001 (de 41 milliards d'euros en 2000 à 22 milliards d'euros en 2001) et en Italie (de 37 milliards d'euros en 2000 à 20 milliards d'euros en 2001). En 2002, le recul s'est encore creusé en Allemagne (jusqu'à 17 milliards d'euros), tandis que l'Italie enregistrait une hausse (jusqu'à 32 milliards d'euros).

Pays ou zone	Acquisitions nettes de dépôts		
	2000	2001	2002
Belgique	8	11	10
Allemagne	-31	27	79
Espagne	43	29	38
France	4	23	27
Italie	17	31	23
Pays-Bas	10	16	27
Autriche	2	4	7
Portugal	8	7	3
Finlande	1	2	2
Zone euro	61	150	216
Danemark	-1	4	6
Suède	-1	5	4
Royaume-Uni	59	77	82
UE	119	236	307
Norvège	4	4	6

Tableau 4: Excédent financier des ménages en dépôts de 2000 à 2002
(opérations: milliards d'euros)

L'examen de l'excédent financier indique que, dans deux États membres, le secteur des ménages a été en déficit durant toute la période: le Royaume-Uni et le Danemark. Cela n'a été le cas qu'occasionnellement dans les autres États membres: aux Pays-Bas en 2000, en Finlande, en 2002. Les valeurs sont toutefois toujours restées modestes (le déficit financier le plus important s'est établi à 23 milliards d'euros au Royaume-Uni en 2002).

Les ménages allemands, quant à eux, ont enregistré une augmentation régulière de leur excédent financier

au cours de la période considérée (75 milliards d'euros en 2000, 99 milliards d'euros en 2001 et, enfin, 117 milliards d'euros en 2002). En France aussi, les ménages ont connu une augmentation de l'excédent financier (de 53 milliards d'euros en 2000 à 87 milliards d'euros en 2002). L'excédent financier a également augmenté dans d'autres États membres, comme la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas et la Suède. L'Italie s'est démarquée: elle a tout d'abord enregistré une augmentation en 2001, puis une importante diminution en 2002 (82 milliards d'euros en 2000, 103 milliards d'euros en 2001 et 64 milliards d'euros en 2002).

Acquisitions par instrument financier

Dans cette section, nous examinons de manière plus détaillée les choix posés par les ménages chaque année, en décrivant les acquisitions nettes pour chacun des principaux instruments financiers. L'observation de ce type de détail nous conduit à noter que, dans une situation caractérisée par l'incertitude, l'attractivité des actifs financiers liquides et moins risqués est renforcée. Ce qui explique l'augmentation considérable des dépôts. Dans l'UE, les acquisitions nettes de dépôts sont passées de 119 milliards d'euros en 2000 à 236 milliards d'euros en 2001, puis encore à 307 milliards d'euros en 2002. La zone euro a connu la même évolution (de 61 milliards d'euros en 2000 à 216 milliards d'euros en 2002).¹

L'examen de la situation des différents États membres montre que l'Allemagne a également connu un phénomène d'augmentation des dépôts. Néanmoins, dans ce pays, l'évolution a pris d'autres dimensions. En 2000, les ménages allemands ont désinvesti d'importants volumes de dépôts (31 milliards d'euros ont été désinvestis). Les ménages allemands sont ensuite revenus aux investissements en dépôts

en 2001, ainsi qu'en 2002 (27 milliards d'euros en 2001, 79 milliards d'euros en 2002). La situation a été à peu près identique en Suède, bien que les désinvestissements dans les dépôts aient été beaucoup plus limités (1 milliard d'euros).

Les dépôts ont représenté une forme importante d'investissement financier pour les ménages espagnols en 2000 (43 milliards d'euros), position qui ne s'est pas démentie au cours des années suivantes, dans une moindre mesure toutefois.

Les dépôts ont eu la préférence des ménages dans la plupart des autres pays, comme en France (de 4 milliards d'euros en 2000 à 27 milliards d'euros en 2002) ou aux Pays-Bas (de 10 milliards d'euros en 2000 à 27 milliards d'euros en 2002).

¹ En vue de simplifier le texte, nous utiliserons une dénomination abrégée des noms techniques des principaux instruments financiers. C'est ainsi que dépôts correspond à «Numéraire et autres dépôts», obligations, à «Titres autres qu'actions», actions, à «Actions et autres participations» et, enfin, provisions d'assurance, à «Réserves techniques d'assurance».

Pays ou zone	Acquisitions nettes d'actions		
	2000	2001	2002
Belgique	12	11	7
Allemagne	75	25	-23
Espagne	-17	2	7
France	11	20	16
Italie	27	-2	0
Pays-Bas	2	-7	-16
Autriche	6	4	1
Portugal	1	3	1
Finlande	0	0	2
Zone euro	115	57	-4
Danemark	2	-1	-1
Suède	4	3	3
Royaume-Uni	-24	-19	9
UE	96	40	8
Norvège	2	1	3

Tableau 5: Excédent financier des ménages en actions de 2000 à 2002 - (opérations; milliards d'euros)

L'observation de la situation des obligations indique que celles-ci n'ont pas constitué une forme importante d'investissement financier au cours de la période. Les acquisitions nettes d'obligations par les ménages de l'UE se sont élevées à 37 milliards d'euros en 2000 et à 53 milliards d'euros en 2002. Ces volumes restent modestes au regard des investissements dans les autres instruments financiers. L'Italie est le seul pays où les obligations ont représenté un élément très important des investissements financiers (36 milliards d'euros en 2000, 64 milliards d'euros en 2001 et 46 milliards d'euros en 2002). En 2002, les acquisitions d'obligations ont augmenté aux Pays-Bas (de 3 milliards d'euros en 2000 à 12 milliards d'euros en 2002).

D'autre part, dans certaines États membres, l'année 2002 a été caractérisée par des désinvestissements dans les obligations: Belgique (4 milliards d'euros), Danemark (2 milliards d'euros) et Royaume-Uni (7 milliards d'euros).

Les acquisitions d'actions par les ménages de l'UE ont été importantes en 2000 (96 milliards d'euros), mais ensuite, après le déclin des marchés boursiers, elles se sont considérablement réduites en 2001 (jusqu'à 40 milliards d'euros) et à nouveau en 2002, pour atteindre une valeur très faible (8 milliards d'euros). Néanmoins, l'attitude vis-à-vis de l'investissement en actions varie considérablement en fonction des États membres. En Espagne et au Royaume-Uni, les

ménages ont vendu des actions en 2000 (respectivement, 17 milliards d'euros et 24 milliards d'euros) et sont devenus des acheteurs nets d'actions en 2002 (respectivement, 7 milliards d'euros et 9 milliards d'euros). Ce sont en revanche les ménages allemands qui ont acheté le plus grand nombre d'actions en 2000 (75 milliards d'euros) et en 2001 (25 milliards d'euros); ils sont devenus les plus grands vendeurs en 2002 (vente de 23 milliards d'euros). C'est encore un autre comportement qui a prévalu aux Pays-Bas, avec des acquisitions modestes en 2000 (2 milliards d'euros) et des ventes en 2001 (7 milliards d'euros) et en 2002 (16 milliards d'euros).

Dans l'UE, les provisions d'assurance ont été l'instrument financier pour lequel les acquisitions ont été les plus importantes. Elles ont atteint des niveaux élevés chaque année: 319 milliards d'euros en 2000, 300 milliards d'euros en 2001 et 305 milliards d'euros en 2002. Bien qu'un léger déclin ait été observé au cours de la période, ce type de contrat a tendance à impliquer des montants similaires sur plusieurs années, de sorte que, dans chaque État membre, les montants sont restés relativement stables. Il y a cependant eu quelques exceptions. En Italie, les acquisitions de contrats d'assurance ont diminué durant la période considérée, de 41 milliards en 2000 à 26 milliards en 2002. Les acquisitions ont augmenté au Royaume-Uni, passant de 56 milliards d'euros en 2000 à 67 milliards d'euros en 2002.

Pays ou zone	Dépôts	Obligations	Actions	Provisions d'assurance
Belgique	25	22	37	13
Allemagne	34	10	27	28
Espagne	38	2	43	13
France	27	2	43	24
Italie	24	19	44	12
Pays-Bas	19	2	22	55
Autriche	55	8	16	21
Portugal	46	5	32	15
Finlande	31	1	47	18
Zone euro	29	9	36	24
Danemark	23	9	30	37
Suède	14	3	41	33
Royaume-Uni	20	1	22	53
UE	27	7	32	32
Norvège	34	1	18	36

Tableau 7: Principales catégories d'actifs financiers des ménages en 2000
(Stocks; part en pourcentage du total des actifs financiers)

Pays ou zone	Dépôts	Obligations	Actions	Provisions d'assurance
Belgique	30	24	28	17
Allemagne	36	11	21	30
Espagne	42	2	37	15
France	32	2	33	29
Italie	29	25	30	16
Pays-Bas	24	4	12	57
Autriche	56	8	14	22
Portugal	44	9	28	17
Finlande	34	1	39	21
Zone euro	34	11	27	27
Danemark	27	9	19	44
Suède	18	3	30	40
Royaume-Uni	28	1	16	52
UE	32	8	24	33
Norvège	37	2	15	35

Tableau 6: Principales catégories d'actifs financiers en 2002
(Stocks; part en pourcentage du total des actifs financiers)

Composition des stocks par instrument financier

Dans ce chapitre, nous analysons l'évolution de la composition du patrimoine des ménages en actifs financiers par catégorie d'instrument. Nous analyserons la part en pourcentage de chacun des principaux instruments financiers dans le portefeuille des ménages. Les variations des stocks en 2002 par rapport à 2000 résultent de deux facteurs: les acquisitions nettes par catégorie d'instrument financier en 2001 et 2002, que nous avons examinées précédemment et les fluctuations de valeur, qui ont eu l'impact le plus marqué sur les actions cotées.

Entre 2000 et 2002, les principales différences dans les parts de pourcentage de la composition des portefeuilles des ménages de l'UE ont été les suivantes: (1) perte de vitesse des actions (de 32 % des stocks en 2000 à 24 % en 2002); (2) augmentation significative des dépôts (de 27 % en 2000 à 32 % en 2002). Dans le portefeuille des ménages de l'UE, les actions et les provisions d'assurance ont constitué les principaux instruments financiers en 2000 (32 %); les réserves d'assurance et les dépôts ont occupé la seconde place en 2002 (respectivement, 33 % et 32 %).

Néanmoins, les tendances générales sur la période dissimulent de nombreuses différences dans les préférences nationales pour les différents instruments financiers. En 2002, les réserves d'assurance ont

représenté plus de la moitié du stock des actifs financiers aux Pays-Bas (57 %) et au Royaume-Uni (52 %) et ont également occupé une place importante au Danemark (44 %) et en Suède (40 %).

Les dépôts, quant à eux, entraînent pour plus de moitié dans les actifs financiers des ménages en Autriche (56 %). Ils ont également représenté le principal actif au Portugal (44 %) et en Espagne (42 %).

Malgré un recul des cours, les actions demeurent un instrument financier important dans de nombreux États membres: Finlande (39 %), Espagne (37 %), France (33 %), Italie et Suède (tous deux à 30 %).

Notons par ailleurs que si dans certains États membres deux instruments financiers attirent à eux seuls près des trois quarts du total des affectations, dans quelques autres, aucune polarisation marquée des affectations n'est observée. L'absence de polarisation est manifeste en Belgique (30 % dépôts, 24 % obligations, 28 % actions et 17 % réserves d'assurance), en Italie (29 % dépôts, 25 % obligations, 30 % actions et 16 % réserves d'assurance) et en Allemagne (36 % dépôts, 11 % obligations, 21 % actions et 30 % réserves d'assurance). Une polarisation modeste peut être notée en France (32 % dépôts, 33 % actions et 29 % réserves d'assurance).

Pour en savoir plus:

➤ Les bases de données

NewCronos, Thème 2, Domaine: fina

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA – Roma
DANMARKS STATISTIK Bibliotek og Information Eurostat Data Shop Sejrogade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: bib@dst.dk URL: http://www.dst.dk/bibliotek	Statistisches Bundesamt Eurostat Data Shop Berlin Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 Berlin Tel. (49) 1888-644 94 27/28 (49) 611 75 94 27 Fax (49) 1888-644 94 30 E-Mail: datashop@destatis.de URL: http://www.eu-datashop.de/	INE Eurostat Data Shop Paseo de la Castellana, 183 Despacho 011B Entrada por Estébanez Caldeón E-28046 MADRID Tel. (34) 915 839 167/ 915 839 500 Fax (34) 915 830 357 E-mail: datashop.eurostat@ine.es URL: http://www.ine.es/produser/datashop/index.html Member of the MIDAS Net	INSEE Info Service Eurostat Data Shop 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: datashop@insee.fr Member of the MIDAS Net	ISTAT Centro di informazione statistica Sede di Roma Eurostat Data Shop Via Cesare Balbo, 11a I-00184 Roma Tel. (39) 06 46 73 32 28 Fax (39) 06 46 73 31 01/ 07 E-mail: datashop@istat.it URL: http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html Member of the MIDAS Net
ITALIA – Milano	NEDERLAND	PORTUGAL	SUOMI/FINLAND	SVERIGE
ISTAT Ufficio Regionale per la Lombardia Eurostat Data Shop Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: mileuro@tin.it URL: http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html Member of the MIDAS Net	Centraal Bureau voor de Statistiek Eurostat Data Shop - Voorburg Postbus 4000 NL-2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31) 70 337 49 00 Fax (31) 70 337 59 84 E-mail: datashop@cbs.nl URL: www.cbs.nl/eurodatashop	Eurostat Data Shop Lisboa INE/Serviço de Difusão Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: data.shop@ine.pt	Statistics Finland Eurostat Data Shop Helsinki Tilastokirjasto PL 2B FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatu 13 B, 2.Kerros, Helsinki P. (358) 9 17 34 22 21 F. (358) 9 17 34 22 79 Sähköposti: datashop@stat.fi URL: http://www.tilastokeskus.fi/tk/kk/datashop/	Statistics Sweden Information service Eurostat Data Shop Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46) 8 50 69 48 01 Fax (46) 8 50 69 48 99 E-post: infoservice@scb.se URL: http://www.scb.se/templates/Standard_22884.asp
UNITED KINGDOM	NORGE	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA	UNITED STATES OF AMERICA	
Eurostat Data Shop Office for National Statistics Room 1.015 Cardiff Road Newport South Wales NP10 8XG United Kingdom Tel. (44) 1633 81 33 69 Fax (44) 1633 81 33 33 E-mail: eurostat.datashop@ons.gov.uk	Statistics Norway Library and Information Centre Eurostat Data Shop Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42 / 43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: Datashop@ssb.no URL: http://www.ssb.no/biblioteket/datashop/	Statistisches Amt des Kantons Zürich Eurostat Data Shop Bleichenweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41) 1 225 12 12 Fax (41) 1 225 12 99 E-mail: datashop@statistik.zh.ch URL: http://www.statistik.zh.ch	Harver Analytics Eurostat Data Shop 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1) 212 986 93 00 Fax (1) 212 986 69 81 E-mail: eurodata@haver.com URL: http://www.haver.com/	

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):

Bâtiment Bech Bureau A4/017 • L-2920 Luxembourg • Tél. (352) 4301 33408 • Fax (352) 4301 35349 • e-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int

Pour toute information méthodologique:

Riccardo MASSARO, Eurostat / C3, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 33763, Fax (352) 4301 32929,

E-mail: Riccardo.Massaro@cec.eu.int

Les travaux de recherche ont été effectués avec l'aide de Mr Hubertus VREESWIJK.

ORIGINAL: Anglais

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: www.europa.eu.int/comm/eurostat/ si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2 rue Mercier – L-2985 Luxembourg
Tél. (352) 2929 42118 Fax (352) 2929 42709
URL: <http://publications.eu.int>
E-mail: info-info-opoce@cec.eu.int

BELGIQUE/BELGIË – DANMARK – DEUTSCHLAND – GREECE/ELLADA – ESPAÑA – FRANCE – IRELAND – ITALIA – LUXEMBOURG – NEDERLAND – ÖSTERREICH
PORTUGAL – SUOMI/FINLAND – SVERIGE – UNITED KINGDOM – ISLAND – NORGE – SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA – BALGARUA – CESHÁ REPUBLIKA – CYPRUS
EESTI – HRVATSKA – MAGYARORSZÁG – MALTA – POLSKA – ROMÂNIA – RUSSIA – SLOVAKIA – SLOVENIA – TÜRKIYE – AUSTRALIA – CANADA – EGYPT – INDIA
ISRAËL – JAPAN – MALAYSIA – PHILIPPINES – SOUTH KOREA – THAILAND – UNITED STATES OF AMERICA

Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2004 au 31.12.2004):
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

L'ensemble des 9 thèmes (environ 200 numéros)

Papier: 240 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du «mini-guide Eurostat»(sélection de produits et services Eurostat)

Langue souhaitée: DE EN FR

Je souhaite m'abonner gratuitement à «Références statistiques», la note d'information sur les produits et services Eurostat

Langue souhaitée: DE EN FR

M. M^{me} M^{lle}

(SVP écrire en majuscules)

Nom: _____ Prénom: _____

Société: _____ Département: _____

Fonction: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Tél.: _____ Fax: _____

E-mail: _____

Paiement à réception de la facture de préférence par:

Virement bancaire

Visa Eurocard

Carte N°: _____ Expiration le: ____/____

Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:

A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.